



RAPPORT ANNUEL 2023-2024



1440, 9^e Avenue Nord, bureau 219, Regina
308, 4^e Avenue Nord, bureau 204, Saskatoon

1 855 924-8543 / saskinfojustice.ca
centre@saskinfojustice.ca

Mot de la présidence de l'AJEFS

Au nom de l'Association des juristes d'expression française de la Saskatchewan (AJEFS), je suis heureux de vous présenter ce rapport annuel 2023-2024 qui présente un résumé des divers projets et activités.

Voici quelques faits marquants :

Il y a eu 9 rencontres du Conseil d'administration en visioconférence. J'ai assisté aux rencontres du Conseil d'administration de la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law (FAJEFCL) et aux assemblées générales annuelles du Centre canadien de français juridique et de la FAJEFCL. Également j'ai participé à la Table des élu.e.s de la communauté francosaskoise.

J'aimerais souligner que nous avons offert une formation en médiation familiale « Pension alimentaire et contextes de violences conjugales » et que nous souhaitons offrir en 2025 la formation « Accompagner les parties vers une entente » pour inciter davantage de personnes à devenir médiatrice ou médiateur.

- M^e Jean-Pierre Séguin a présenté deux ateliers pour les nouveaux arrivants. Le premier « Locataire/locateur » qui a eu un record de participation et le second sur « Le droit du travail » dans le cadre du projet avec la FAJEF.
- M^e Dana Brûlé a présenté un atelier « avocat-étudiants » à l'École Monseigneur de Laval, Regina.
- Nous avons offert une bourse de 2 000 \$ pour aider à défrayer les coûts de participation des étudiants en droit au Concours national de négociation en français.
- Le Fonds auxiliaire AJEFS à la Fondation francosaskoise est de 100,980 \$. Nous remercions tous les donateurs. Vos dons permettent d'accorder des bourses d'études en droit.

En terminant, je tiens à remercier les membres du Conseil d'administration pour leur implication et appui, et les membres du personnel pour leur travail.

M^e Romain Baudemont

Mot de la direction générale

Une belle année composée de nouveautés, de rencontres et de communications avec nos partenaires francophones et anglophones dans le but d'agrandir notre offre de services. Ce rapport vous présente une synthèse des réalisations.

Citons, l'ouverture d'un bureau opérationnel à Saskatoon depuis décembre 2023. Il est situé dans l'édifice Le Rendez-vous francophone et il offre l'opportunité et privilège des services de proximité auprès de la population francophone.

De nouveaux ateliers, de nouvelles ressources sur notre site Internet et notre chaîne YouTube. Et diffusion d'information juridique par le biais des médias sociaux!

L'AJEFS a deux ententes de contributions financières (2023-2028) avec le ministère de la Justice Canada dans le cadre du *Fonds d'appui d'accès à la justice dans les deux langues officielles*. Ils nous permettent de financer le plan opérationnel de l'organisation :

- Le projet « Centre d'information et de ressources juridiques »
- Le financement de base

Je tiens à remercier l'appui du Conseil d'administration, le travail du personnel et la collaboration de nos partenaires. Bonne lecture!

Céline Desrosiers

Membres du Conseil d'administration 2023-2024



*M. Romain Baudemont
Président*



*M. Tava Burton
Vice-présidente*



*M. Dana Brûlé
Secrétaire-trésorier*



*M. Ellen Fitzgerald
Conseillère*



*M. Bennet Misskey
Conseiller*



*M. Jean-Pierre Séguin
Conseiller*



*M. Éric Bergeron
Conseiller*

Le personnel,

Céline Desrosiers, direction générale

Amanda Lynn Dyck, coordonnatrice de projets

Alain Michel Rugezo, agent de développement

Matthew McCluskey, agent de développement (emploi été - 9 semaines)

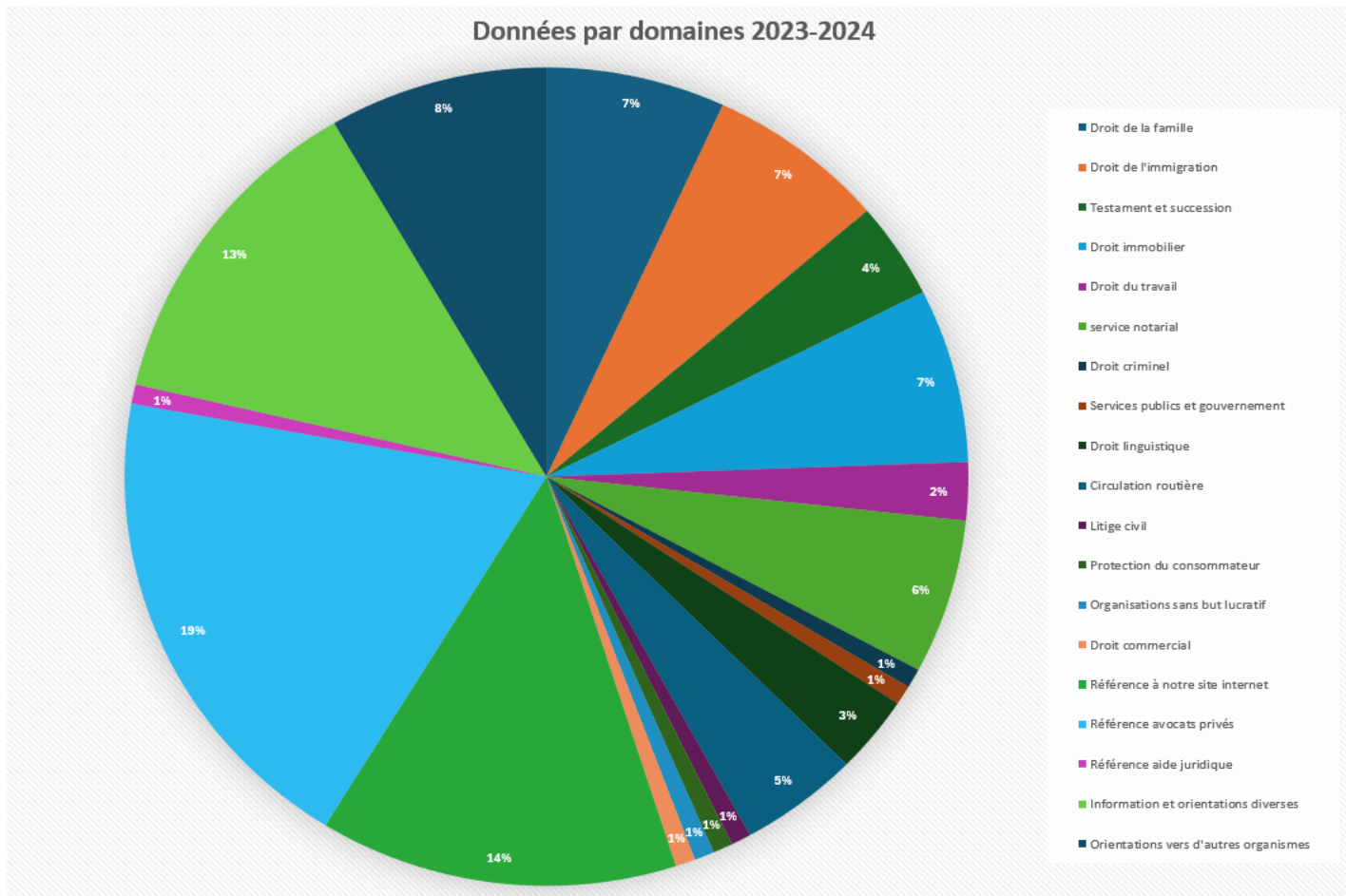


SERVICES DU CENTRE INFO-JUSTICE

Le Centre a poursuivi d'offrir ses services grâce au financement du ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui d'accès à la justice dans les deux langues officielles.

SERVICES D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCES

Nous avons offert nos services d'information, d'orientation et de références pour la population francophone en Saskatchewan ainsi qu'ailleurs dont le Manitoba, le Québec et la France. Les services ont été rendus par téléphones, courriels et en personne. Des services en présentiel ont été également offerts à Saskatoon et des services de notaire public ont été rendus. Il y a eu 132 demandes.



Les principales préoccupations des bénéficiaires ont été dans les domaines suivants : droit de la famille, droit de l'immigration, droit immobilier, circulation routière, testament et succession, services notariaux et demandes d'informations diverses.

Les références comprenaient, entre autres : avocates et avocats de pratique privée, l'aide juridique, aux organismes externes comme le Bureau de la location à usage d'habitation, Pro Bono Law Saskatchewan, Legal Aid, notre site saskinfojustice.ca. Aussi des demandes de personnes qui comptent déménager en Saskatchewan ou qui viennent de s'installer dans la province, p.ex., échange ou acquisition de permis de conduire et autres!

Médias sociaux

AJEFS Saskatchewan



1 226 abonnés (38 nouveaux)

1 179 mentions J'aime

Profil AJEFS Justice

1572 amies (80 nouveaux)

X (Twitter) : 352 abonnés (22 nouveaux) Impressions de Tweets - 1 988

Instagram : 117 abonnés / 271 (qui nous suivent)

Exemples des publications : [Le harcèlement sexuel au travail](#)

Plainte et enquête formelle

Centre Info Justice Saskatchewan

Victime de harcèlement sexuel, quoi faire?

Tous les employés peuvent choisir de confronter directement un harceleur.

Si vous voulez le faire, assurez-vous d'être en sécurité et demander de l'aide à une personne de confiance d'être présent.

À noter que toute victime qui porte plainte est légalement protégée contre les mesures de représailles par son employeur en raison du simple dépôt de sa plainte.

Il est important de dénoncer pour régler le harcèlement!

Bienveillance au travail
*Partenaires: Justice, Santé, Sécurité et Développement Humain, Services de Police, Services de Santé

Bonjour je m'appelle Yasmine, Voici mon histoire.

Suite à des incidents de harcèlement sexuel, j'ai déposé une plainte en nommant la personne mise en cause et demander une enquête formelle.

Ma directrice fut surprise sur le coup, mais après avoir lu ma plainte, elle a pris des mesures pour me protéger et débiter le processus d'enquête.

Elle engagea un enquêteur impartial. Cette personne n'a pas de lien étroit avec les parties ou témoins.

Il a demandé à la personne mise en cause et à moi de raconter en privé, notre version de l'histoire. Et il a interrogé les témoins.

Après l'enquête, des mesures disciplinaires appropriées ont été prises contre le harceleur.

Depuis, il y a un bon climat au travail!

Centre Info Justice Saskatchewan

Obligations des employé-es - Harcèlement sexuel au travail

Doivent s'assurer qu'ils ne participent pas passivement au harcèlement en acceptant le comportement inapproprié des autres.

Signaler dès que possible toute situation liée à du harcèlement et respecter la confidentialité des informations.

S'abstenir de tout comportement de représailles contre une personne qui a porté plainte.

Bienveillance au travail
*Partenaires: Justice, Santé, Sécurité et Développement Humain, Services de Police, Services de Santé

MENACES, EXPLOITATION SEXUELLE ET LE BEAU CHARMEUR!

Bonjour je m'appelle Ahmad, Alicia et moi avons participé à un congrès de 2 jours pour le travail. Voici son histoire.

En soirée, Alicia était impressionnée et elle a rencontré des gens super gentils et intéressants.

Et surprise! Un photographe dit de rendre lui demande ses coordonnées en lui disant qu'elle est très photogénique « Bellissime! » et qu'il désirait correspondre avec elle.

Sous son charme, elle lui donna...

Après le congrès, elle a reçu de lui des messages et images offensantes. Il lui demandait des photos d'elle pour l'exploiter sexuellement... suivi de menaces si elle refusait.

Elle se rend en parler à son employeur et apporte ses preuves. L'employeur a pris toutes les mesures possibles pour faire cesser le harcèlement.

Les services policiers ont joué un rôle important dans cette histoire. Alicia a reçu du soutien et elle va bien aujourd'hui!

Pour le harceleur... il n'est pas prêt de recommencer!

Centre Info Justice Saskatchewan

Bienveillance au travail
*Partenaires: Justice, Santé, Sécurité et Développement Humain, Services de Police, Services de Santé

Textos et images non sollicités

Bonjour, je m'appelle Rick. Voici l'histoire de mon amie Kim.

Elle a reçu des textos et des images à connotation sexuelle de son ancien petit ami Tim qui travaille avec elle.

Kim est déçue, fâchée, ... et maintenant elle reçoit une foule de textos et d'images non sollicités. (Tim avait tout diffusé sur ses médias sociaux...)

Après le congrès, elle a reçu de lui des messages et images offensantes. Il lui demandait des photos d'elle pour l'exploiter sexuellement... suivi de menaces si elle refusait.

Elle se rend en parler à son employeur et apporte ses preuves. L'employeur a pris toutes les mesures possibles pour faire cesser le harcèlement.

Les services policiers ont joué un rôle important dans cette histoire. Alicia a reçu du soutien et elle va bien aujourd'hui!

Pour le harceleur... il n'est pas prêt de recommencer!

Assez, c'est assez!

Kim va rencontrer Audrey, la personne désignée de l'entreprise pour porter plainte.

Audrey, après consultation des parties, leur propose une médiation dans le but de régler la situation. Kim et Tim acceptent.

Tim a enfin accepté que sa relation amoureuse avec Kim était terminée. Qu'il regrettait, s'excusait de sa conduite et promettait de réparer le tort qu'il a causé à Kim.

Centre Info Justice Saskatchewan

Bienveillance au travail
*Partenaires: Justice, Santé, Sécurité et Développement Humain, Services de Police, Services de Santé

Chroniques dans le journal l'Eau vive

- Le harcèlement sexuel au travail
- Le harcèlement sexuel et la loi
- Le harcèlement au travail - Obligations des employeurs et employé-es
- Vous croyez être victime de harcèlement sexuel au travail, quoi faire?
- Témoins de harcèlement au travail, quoi faire?



Nouvelle série vidéos portant sur les causes qui ont fait avancer les droits linguistiques au Canada!

D'autres sont en préparation pour offrir des ressources au Conseil des écoles fransaskoises et toutes autres personnes intéressées à en savoir plus!

- *Thibodeau c. Air Canada (2005)*

- *R. c. Mercure*

- *R. c. Beaulac*



Site internet saskinfojustice.ca



| Utilisateurs | Nouveaux | Session | Page vues |
|--------------|----------|---------|-----------|
| 4 402 | 4 187 | 4 342 | 14 234 |

Nous avons fait des mises à jour, entre autres, de la section sur les organisations sans but lucratif.

Et développer une nouvelle section sur le Harcèlement sexuel au travail, incluant une série BD, des affiches, dépliant et des documents de référence comme des modèles de politiques pour les employeurs.

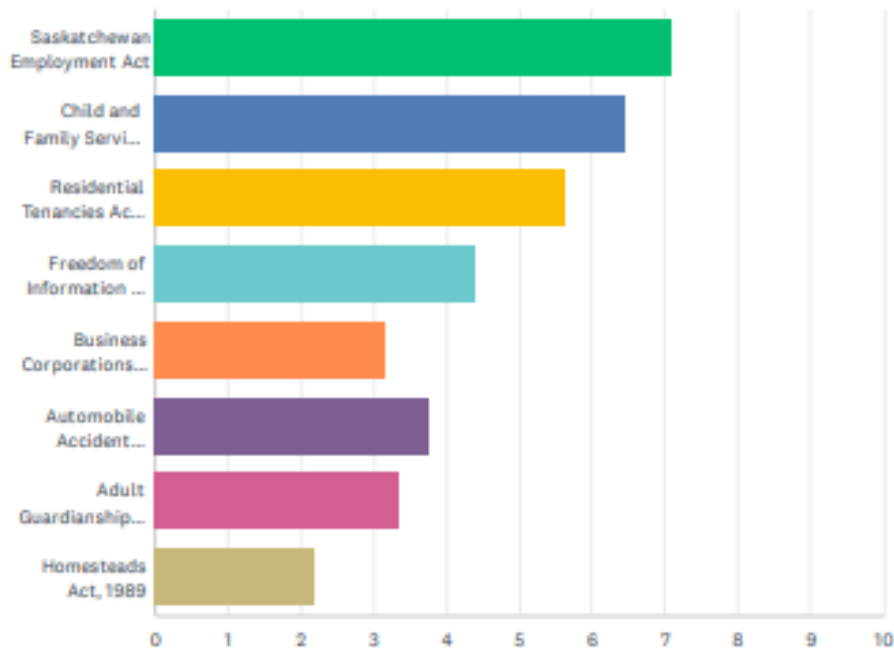


Aussi, ajout d'information au sujet des thérapies de conversion. Dont également, dans le cadre d'ateliers à ce sujet avec notre partenaire l'ACF, nous avons fait à deux reprises des présentations pour expliquer la loi. Ceci a permis une meilleure compréhension visant une communauté unie, solidaire et respectueuse du pluralisme.

Lois à traduire et accès à la justice en français en Saskatchewan

Q1 Veuillez indiquer votre choix de lois prioritaires à traduire sur une échelle de 1 à 8. 1 plus important à 8 moins prioritaires.

Réponses obtenues : 44 Question(s) ignorée(s) : 0



| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | TOTAL | SCORE |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------|-------|
| Saskatchewan Employment Act | 43.18% 19 | 36.36% 16 | 9.09% 4 | 6.82% 3 | 4.55% 2 | 0.00% 0 | 0.00% 0 | 0.00% 0 | 44 | 7.07 |
| Child and Family Services Act | 36.36% 16 | 20.45% 9 | 20.45% 9 | 9.09% 4 | 6.82% 3 | 2.27% 1 | 2.27% 1 | 2.27% 1 | 44 | 6.43 |
| Residential Tenancies Act, 2006 | 9.09% 4 | 15.91% 7 | 36.36% 16 | 22.73% 10 | 6.82% 3 | 6.82% 3 | 0.00% 0 | 2.27% 1 | 44 | 5.66 |
| Freedom of Information and Protection of Privacy Act | 4.55% 2 | 9.09% 4 | 13.64% 6 | 22.73% 10 | 15.91% 7 | 15.91% 7 | 13.64% 6 | 4.55% 2 | 44 | 4.39 |
| Business Corporations Act | 0.00% 0 | 9.09% 4 | 4.55% 2 | 2.27% 1 | 22.73% 10 | 13.64% 6 | 34.09% 15 | 13.64% 6 | 44 | 3.16 |
| Automobile Accident Insurance Act | 4.55% 2 | 2.27% 1 | 6.82% 3 | 22.73% 10 | 11.36% 5 | 27.27% 12 | 15.91% 7 | 9.09% 4 | 44 | 3.75 |
| Adult Guardianship and Co-decision-making Act | 2.27% 1 | 4.55% 2 | 6.82% 3 | 11.36% 5 | 15.91% 7 | 20.45% 9 | 22.73% 10 | 15.91% 7 | 44 | 3.34 |
| Homesteads Act, 1989 | 0.00% 0 | 2.27% 1 | 2.27% 1 | 2.27% 1 | 15.91% 7 | 13.64% 6 | 11.36% 5 | 52.27% 23 | 44 | 2.20 |

Promotion des services

Information juridique

Partenariats

Ressources

Présentation des services et des ressources juridiques en français. Renseigner le public sur leurs droits et responsabilités. Rencontres et échanges avec les intervenants communautaires et juridiques. Participation à diverses rencontres et événements.

Kiosques d'information

30 août : Congrès enseignants d'immersion (25 personnes)
22 octobre : Law Fair - Saskatoon Public Library (25 personnes)
23 octobre : Congrès enseignants CÉF
25 octobre : Foire des carrières CÉF à Regina (10 personnes)
26 octobre : Foire des carrières CÉF à Saskatoon (48 personnes)

Ateliers- Formations

15, 29 avril et 6 mai : Formation médiation familiale, Pension alimentaire et contextes de violences conjugales (16 inscriptions)
23 mai : Atelier sur les thérapies de conversion en collaboration avec ACF (12 participants)
29 mai : Atelier avocat-jeunes, 4e année, (Mgr de Laval, Regina (21 participants)
30 août : Présentation - Ressources pour les enseignants d'immersion (environ 125 participants)
30 août : Ateliers sur les droits de l'enfant, parents et famille avec le SAIF (21 participants)
23 septembre : Atelier de terminologie juridique : Loi sur le divorce, les rapports d'évaluation de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle et la santé mentale et sa terminologie avec le CCFJ (20 participants)
21 octobre : Ateliers jeunes - Symposium des parents. (8 à 11 ans, 30 participants et 12 à 15 ans, 16 participants)
28 novembre : Atelier - Thérapies de conversion (8 participants)
14 décembre : Atelier - Droits de la personne et protection à la vie privée (13 participants)



16 mars : Locataire/locateur

Un étonnant record de 32 participants pour un atelier offert un samedi!

23 mars : Terminologie juridique : Le harcèlement sexuel au travail avec le CCFJ (14 participants)

26 mars : Droit du travail suivi d'une présentation sur le harcèlement sexuel au travail (21 participants)

Participation à diverses rencontres (en bref)

10 mai : Réseau immigration francophone (RIF)
29 mai : Harcèlement sexuel au travail (HST)
14 juin : FAJEF et réseau
28 juin : FAJEF et réseau
22 août : Table en éducation
12 septembre : Table en éducation
13 septembre : FAJEF et réseau
26 septembre : GRC-Communauté
14 septembre : Harcèlement sexuel au travail (HST)
4 octobre : Réseau immigration francophone (RIF)
30 octobre : FAJEF et Justice Canada
3, 4 et 5 novembre : Rendez-vous fransaskois
8 novembre : FAJEF en personne à Winnipeg
9 novembre : Formation FAJEF-ACFI (Droit de la famille, La diversité culturelle et religieuse)
14 décembre : Forum associatif
19 décembre : Direction des affaires francophones
10 janvier : Suivi questions avec Kim Newsham du ministère au sujet des Cliniques Pro Bono
17 janvier 2024 : Rencontre Réseau FAJEF
24 janvier : Rencontre table de concertation GRC
5 février : Rencontre HST
27 février : Rencontre RIF SK

La « Journée fransaskoise du droit » prévue en mars a été reportée à cause de la grève des enseignants.



Depuis quelques années, nous offrons pour la Journée d'orientation scolaire du nouvel arrivant, l'Atelier sur les droits de l'enfant, des parents et de la famille.

C'est un survol, entre autres, sur l'autorité parentale, la Loi sur l'éducation et répond aux questions que les parents se posent!

L'AJEFS tient à remercier :

Réseaux associatifs francsaskois

Conseil des écoles francsaskoises

La Cité universitaire francophone - University of Regina

Réseau en immigration francophone SK

Centre canadien de français juridique

Public Legal Education Saskatchewan

Saskatchewan Elocution and Debate Association

Pro Bono Law Saskatchewan

Association du Barreau canadien, division Saskatchewan

Law Society of Saskatchewan

Family Justice Services

Direction des affaires francophones

Gendarmerie royale du Canada

Réseau de la FAJEFCL

College of Law de l'Université de Saskatchewan - Certificat de common law en français (CCLF)

Bibliothèque de la Law Society

Ministère de la Justice Saskatchewan

Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan

Les médias :

Radio-Canada Saskatchewan

Le journal l'Eau vive

CFRG

Le ministère de la Justice du Canada pour sa contribution financière dans le cadre du *Plan d'action pour les langues officielles 2023- 2028*.

« Le projet du Centre permet d'être davantage à la portée de la population, d'accroître les services juridiques et judiciaires en Saskatchewan par une offre active et concertée qui permet à court, moyen et long terme d'actualiser l'offre des services en français dans le domaine de la justice. »

